

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

LA RÉDACTION DE LA CLAUSE BÉNÉFICIAIRE APRÈS UN ARBITRAGE PATRIMONIAL

MICHEL LEROY

Référence de publication : Gaz. Pal. 21 juill. 2012, p. 4

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

LA RÉDACTION DE LA CLAUSE BÉNÉFICIAIRE APRÈS UN ARBITRAGE PATRIMONIAL

La souscription d'une assurance-vie n'est pas sans conséquence sur la transmission du patrimoine, puisqu'elle entraîne une modification dans la composition du patrimoine et l'exclusion de la valeur capitalisée du domaine d'application des règles successorales. Or, le souscripteur n'est animé, dans la plupart des cas, d'aucune volonté de rompre l'unité juridique de la transmission de son patrimoine. Pour éviter cet effet, le souscripteur de l'assurance-vie va pouvoir désigner dans la clause bénéficiaire ses héritiers en qualité de bénéficiaires. Cependant, cette désignation ne sera pas toujours suffisante pour atteindre cet objectif.

Bien que subissant une décollecte nette pratiquement constante depuis le mois de mai 2011¹, l'assurance-vie demeure le principal placement financier des français, représentant 35 % de leur patrimoine financier et 15 % du patrimoine total des ménages².

Le maintien de l'assurance-vie à cette place éminente, malgré les incertitudes du moment, liées en particulier à la crise monétaire, ne doit pas surprendre.

Bien des raisons peuvent en effet justifier la conclusion d'un contrat d'assurance-vie : volonté de se constituer un complément de retraite³, de faire face à des difficultés futures inattendues⁴, ou encore de se prémunir contre un risque particulier (dépendance, conséquences financières résultant du handicap dont souffre un enfant, etc.). Ainsi, en ces temps de crise, le besoin de se constituer une « réserve d'argent en cas d'imprévu » est cité comme raison principale de souscription par 38 % des détenteurs de contrats⁵.

Pour la majorité des souscripteurs, l'assurance-vie ne constitue donc pas un vecteur privilégié de transmission, ne serait-ce qu'en raison de la faiblesse du montant des primes versées⁶.

C'est également le cas, dans la majorité des hypothèses, lorsque l'assurance-vie est le support de réinvestissement du produit de cession d'un actif, même d'une valeur importante, au moins lorsque cet arbitrage patrimonial est causé par la volonté d'optimiser les revenus du propriétaire et d'accroître la liquidité de son patrimoine. Dans cette hypothèse, comme dans la précédente, la clause bénéficiaire apparaît nécessairement comme accessoire, puisqu'elle n'est pas la raison principale de la souscription.

Cependant, cet arbitrage patrimonial n'est pas sans conséquence sur la transmission du patrimoine, puisqu'il produit essentiellement deux effets : une modification dans la composition du patrimoine et l'exclusion de la valeur capitalisée du domaine d'application des règles successorales.

Or, dans la grande majorité des cas, la souscription d'un contrat d'assurance-vie et le choix des bénéficiaires, au-delà de la constitution de revenus futurs fiscalement optimisés, sont essentiellement motivés par la volonté de diminuer le coût fiscal de la transmission d'une partie du patrimoine aux héritiers de l'assuré, et/ou de permettre à ceux-ci de disposer de liquidités suffisantes pour, par exemple, régler tout ou partie des droits et frais de succession.

En d'autres termes, l'auteur de l'arbitrage n'est animé, dans la majorité des hypothèses, d'aucune volonté d'attribuer une part du patrimoine de l'assuré à une personne étrangère à la cohérie ou même de modifier les règles de la dévolution dont le souscripteur avait souhaité la mise en œuvre avant l'arbitrage.

Il en résulte que la clause bénéficiaire doit être rédigée de façon à limiter les effets des articles L. 132-12 7 et L. 132-13 8 du Code des assurances. En effet, le caractère hors successoral de l'assurance-vie et la dispense de rapport du capital garanti ou des primes versées sont des règles qui ont été pensées à l'origine pour des assurances de prévoyance, c'est-à-dire pour des contrats alimentés par des suppléments de revenus et ne constituant pas le support d'une libéralité.

Tel n'est pas le cas de la souscription d'un contrat d'assurance-vie résultant d'une volonté d'arbitrer son patrimoine au profit de placements plus liquides. Il est au contraire dans ce cas nécessaire de prendre en considération l'intention libérale que le propriétaire des biens, objet de l'arbitrage, avait pu manifester, antérieurement à l'opération, par exemple par la rédaction d'un testament ou la conclusion d'une donation au dernier vivant.

Pour éviter de rompre l'unité juridique de la transmission de son patrimoine, le souscripteur peut désigner dans la clause ses héritiers en qualité de bénéficiaires (I). Mais dans certains cas, cette désignation sera insuffisante pour atteindre cet objectif (II).

I. LA DÉSIGNATION DES HÉRITIERS EN QUALITÉ DE BÉNÉFICIAIRES

Lorsque l'arbitrage patrimonial est conséquent, le maintien des règles de dévolution du patrimoine que souhaitait le souscripteur avant le remploi des fonds issus de la cession exige, dans bien des configurations familiales, l'abandon de la clause usuelle désignant de façon simple les bénéficiaires dans un ordre déterminé 9.

C'est évidemment le cas lorsque le souscripteur n'est pas marié, tout en vivant en état de conjugalité. L'interprétation de la notion de conjoint peut en effet être l'objet, dans certaines situations, de sérieuses difficultés 10.

En présence d'un conjoint, l'adoption, parfois irréfléchie, par le souscripteur assuré de la clause bénéficiaire usuelle peut avoir pour effet de modifier de façon importante la dévolution de son patrimoine. En effet, cette désignation, sans précisions particulières, est inapte à prendre en compte les droits légaux du conjoint en présence d'enfants communs ou d'un lit différent 11. Adoptée sans réflexion préalable, elle placera le conjoint de l'assuré dans une situation tout à fait différente de celle dont il aurait bénéficié si le patrimoine de son époux était resté entièrement successoral.

Lorsque le souscripteur n'a rédigé aucune autre disposition volontaire (donation ou legs), le moyen le plus simple de maintenir une unité dans la transmission de ses biens consiste sans doute à indiquer dans la clause que les bénéficiaires sont les héritiers de l'assuré.

Une partie de la doctrine, en particulier le Doyen Jean Aulagnier, milite depuis longtemps en ce sens 12. Une telle désignation permet en effet l'attribution aux héritiers de rang préférable d'une même quotité de droits sur la garantie décès et sur la succession. En effet, selon l'article L. 132-8 du Code des assurances, « les héritiers, ainsi désignés, ont droit au bénéfice de l'assurance en proportion de leurs parts héréditaires ».

Lorsque le montant investi dans le contrat d'assurance-vie est relativement faible, ce qui est la situation la plus fréquente, la simple indication de la qualité d'héritier peut sans doute suffire.

Mais elle devient insuffisante lorsque le de cujus laisse à sa survivance un conjoint et des enfants communs, la délivrance de la clause pouvant être réalisée en démembrement, sans aucune préparation dans la clause, ce qui est fâcheux 13.

De plus, il est fréquent que le souscripteur, dont une partie non négligeable du patrimoine a été investie dans un ou plusieurs contrats d'assurance-vie, ait, antérieurement ou postérieurement à l'arbitrage patrimonial, rédigé ou modifié un testament ou consenti à une donation.

Or, en l'absence de précisions, le terme d'héritier ne renvoie pas aux héritiers légaux. L'interprétation de la qualité de bénéficiaire s'effectuera par conséquent en tenant compte des dispositions testamentaires.

Cette interprétation peut être source de contentieux 14. Il est donc recommandé de préférer une autre désignation 15.

Le moyen le plus simple d'éviter toutes difficultés d'interprétation, en cas de testament antérieur à la souscription du contrat, est sans doute de reproduire dans la clause la dévolution résultant des dispositions adoptées antérieurement, afin de neutraliser au maximum possible les effets de cet arbitrage.

Par exemple, le contractant, père de deux enfants, qui a institué son frère comme légataire universel, peut désigner son collatéral privilégié et ses deux descendants en qualité de bénéficiaires par parts égales de la garantie décès. La clause bénéficiaire devra cependant prévoir une faculté de représentation au profit des descendants d'un enfant prédécédé, ainsi qu'une attribution, en cas de prédécès, de la garantie aux bénéficiaires survivants au jour du décès de l'assuré, par parts égales, dans l'hypothèse où la représentation n'aurait pas vocation à jouer.

L'arbitrage au profit de l'assurance-vie peut être également l'occasion d'atténuer les conséquences pratiques des dispositions antérieurement prises. Par exemple, l'assuré marié qui a adopté le régime de communauté universelle avec clause d'attribution de la communauté au survivant, peut rédiger une clause bénéficiaire désignant ses enfants pour la totalité ou une part de la garantie, de façon à ce que ceux-ci disposent de liquidités au premier décès.

Il est donc tout à fait possible, par une rédaction maîtrisée de la clause bénéficiaire, de limiter en pratique les effets du caractère hors successoral de la garantie acquise, en attribuant à chaque héritier de l'assuré la même fraction de garantie que celle dont il est titulaire sur la succession.

Cependant, dans certaines hypothèses de dévolution volontaire, l'héritier a le pouvoir de préciser, voire de réduire, le contenu de son émolument libéral. Est-il alors possible d'intégrer l'équivalent de ces règles dans la clause bénéficiaire ?

II. L'ATTRIBUTION AU BÉNÉFICIAIRE DE LA FACULTÉ DE PRÉCISER LA VALEUR DE LA GARANTIE REÇUE

Le choix de la clause bénéficiaire pose en effet une difficulté particulière lorsque les dispositions volontaires accordent « une compétence partagée (...) [à leur bénéficiaire et au disposant] pour déterminer l'objet libéral » *16*.

Ainsi, la stipulation d'une donation entre époux est, en présence d'enfants, une situation très fréquente. Or, celle-ci confère au conjoint gratifié, au décès de l'époux, le choix de la quotité disponible spéciale prévue par l'article 1094-1, alinéa 1er du Code civil *17*. La libéralité offre en principe au bénéficiaire la possibilité d'opter entre la quotité disponible ordinaire de l'article 913 du Code civil, la totalité des biens en usufruit, ou le quart en propriété et les trois quarts en usufruit.

Il est sans doute possible pour le souscripteur de prévoir une clause optionnelle, c'est-à-dire d'envisager différentes répartitions du capital entre les bénéficiaires désignés, par exemple entre le conjoint survivant et les enfants, et de laisser le choix de l'option de répartition à l'un d'entre eux (le conjoint survivant, dans l'hypothèse) *18*. La validité de la clause optionnelle nous semble peu discutable, malgré les hésitations des compagnies d'assurance. Nous partageons totalement de ce point de vue la position exprimée à plusieurs reprises par le Doyen Jean Aulagnier sur cette question.

Pour des raisons similaires, il ne fait guère de doute à nos yeux qu'il est possible de stipuler dans la clause bénéficiaire l'équivalent d'une faculté de cantonnement.

On sait que le bénéficiaire de certaines libéralités dispose, depuis la loi du 23 juin 2006, d'une faculté de cantonnement *19* qui permet par exemple au conjoint gratifié de limiter son émolument à la hauteur qu'il souhaite. La même faculté s'applique aux legs *20*.

Cette faculté de cantonnement est, en gestion de patrimoine, d'un intérêt considérable. Or, l'arbitrage d'une fraction importante du patrimoine au profit de l'assurance-vie n'est pas sans conséquence sur l'exercice de cette faculté légale, puisqu'il en réduit l'assiette *21*, et cette réaffectation d'actifs peut modifier la stratégie du titulaire de la faculté de cantonnement dans un sens que n'avait pas envisagé le souscripteur.

Pour prendre un exemple, volontairement simplifié, une personne mariée et père de trois enfants communs dispose d'un actif net d'un million d'euros. À son décès, l'usufruit de la succession a une valeur de 500 000 euros. Le conjoint survivant, qui considère pour une raison ou pour une autre qu'il n'a besoin que de 400 000 euros et qui souhaite protéger ses enfants, peut cantonner son émolument à cette valeur, ce qui permettra aux trois enfants de disposer chacun de droits équivalents à 200 000 euros au titre de leurs droits successoraux.

Supposons maintenant qu'à la suite d'un arbitrage patrimonial, la moitié de l'actif, soit 500 000 euros, a été investie dans un contrat d'assurance-vie, dont la clause bénéficiaire est usuelle, c'est-à-dire qu'elle désigne en rang préférable le conjoint en pleine propriété. Le conjoint survivant ne pourrait pas, dans ce cas, limiter ses droits à cette valeur.

La stratégie du conjoint survivant en serait par conséquent modifiée, parce qu'en l'absence d'une clause spécifique, il n'est pas possible pour le bénéficiaire de limiter volontairement le montant de la garantie qu'il a en principe vocation à recevoir afin que les bénéficiaires subséquents acquièrent en cette qualité la fraction réduite. Il est en revanche tout à fait envisageable d'inscrire dans la clause bénéficiaire une telle faculté 22.

Une telle clause doit être pensée avec soin, selon ce que souhaite le souscripteur.

Schématiquement, deux types de clauses bénéficiaires nous paraissent concevables :

La première possibilité consiste à subordonner l'étendue des droits du bénéficiaire principal sur la garantie à l'exercice de sa faculté légale de cantonnement, de manière à ce que le conjoint de l'assuré (puisque c'est au fond de lui dont il s'agit) exerce sa faculté de cantonnement en prenant en considération à la fois la donation au dernier vivant dont il a été gratifiée et le montant total de la garantie dont il pourrait être titulaire 23.

Dans ce cas, la clause pourrait être rédigée d'une façon assez simple, par référence aux dispositions du Code civil. Ainsi, Marc Iwanenko et moi-même avons, dans un ouvrage récent 24, pour une clause optionnelle, proposé la rédaction suivante :

« (...) Cependant, si dans le mois suivant la réception par l'assureur des pièces nécessaires au paiement, mon conjoint, en application des dispositions de l'article 1094-1, alinéa 2 du Code civil, a cantonné son émoulement sur une partie des biens dont il a disposé en sa faveur, la garantie sera acquise par ce dernier à hauteur de la même quotité. Le surplus sera attribué à mes enfants, nés ou à naître, par parts égales. À défaut de l'un d'entre eux, pour quelque cause que ce soit, la fraction de la garantie à laquelle il aurait eu droit sera attribuée à ses descendants par parts égales.

À défaut, la garantie sera acquise par mes héritiers légaux. »

La référence au cantonnement légal dans la clause ne doit pas faire craindre le risque d'une contestation de l'administration fiscale, selon laquelle l'attribution d'une fraction de la garantie aux enfants, à la suite de la manifestation de volonté du conjoint bénéficiaire, établirait l'existence d'une libéralité, parce que cette acquisition ne pourrait résulter d'un cantonnement, inapplicable à la garantie.

La clause est en effet parfaitement valable puisqu'elle n'étend pas le mécanisme légal du cantonnement à la garantie, ce qui constituerait une violation de la loi, laquelle limite exclusivement son application aux libéralités qu'elle vise. Au contraire, la faculté du bénéficiaire de préciser le montant de la garantie dont il souhaite recevoir la délivrance ne s'analyse pas comme un cantonnement, malgré des effets relativement similaires. C'est la volonté du souscripteur, et elle seule, qui offre au bénéficiaire la possibilité de réduire la valeur de la garantie qu'il recevra. L'objet de la stipulation consiste uniquement à encadrer de façon précise, et dans un souci de simplicité, les conditions d'exercice de cette faculté.

La seconde possibilité est de tirer parti du caractère non successoral de la garantie pour offrir au conjoint une plus grande liberté de choix, ce qui, au fond, lui permet de mieux individualiser l'assiette de son émoulement libéral.

Il s'agit alors de distinguer l'exercice du cantonnement de la libéralité de la faculté de préciser l'étendue des droits sur la garantie dont il bénéficiera. Le conjoint de l'assuré pourrait réduire sa fraction

maximale de garantie sans cantonner son émolument libéral ou pratiquer la solution inverse, ou encore réduire les deux libéralités, d'une même quotité ou dans une mesure différente.

Dans cette approche, la clause précise que l'un des bénéficiaires recevra une fraction de la garantie dans une mesure qu'il peut exprimer dans le délai d'un mois, celle-ci ne pouvant excéder un montant déterminé.

À défaut pour le bénéficiaire d'exercer cette faculté dans le délai prévu, celui-ci recevra la valeur maximale. En effet, la rédaction de la clause bénéficiaire doit nécessairement prévoir un délai pour l'exercice de cette faculté, afin de permettre à l'assureur de délivrer la garantie. Pour des raisons pratiques, il est souhaitable que l'exercice de cette faculté soit enfermé dans le délai légal de délivrance de la garantie.

1 –

(1) La collecte nette d'assurance-vie en France a été quasiment à l'équilibre en avril 2012, affichant un solde légèrement négatif de 100 millions d'euros, selon un communiqué publié en mai 2012 par l'Association française de l'assurance (ASSFASS). Les versements sont en recul de 14,5 % en avril 2012, toujours sur an. D'après les chiffres de la FFSA, la collecte nette du mois de mai 2012 s'est établie à - 1,5 milliard d'euros, soit le plus important recul depuis le début de l'année 2012. Le total des sommes placées en assurance-vie en France a légèrement diminué, pour atteindre 1 375,6 milliards d'euros fin avril 2012, contre 1 379 milliards fin mars 2012.

2 –

(2) « La politique en faveur de l'assurance-vie », Rapp. C. comptes, janv. 2012, p. 27.

3 –

(3) Ce qui, selon l'enquête « Patrimoine 2010 » de l'INSEE, constitue la raison principale de 27 % des détenteurs d'assurance-vie.

4 –

(4) De nombreux rachats sont aujourd'hui justifiés essentiellement par la perte de pouvoir d'achat des souscripteurs.

5 –

(5) Rapp. C. comptes, préc., p. 35.

6 –

(6) Selon l'enquête « Patrimoine 2010 » de l'INSEE, l'encours moyen détenu en assurance-vie est inférieur à 20 000 jusqu'au 3e décile de patrimoine ; il s'élève à 47 000 pour le 9e décile ; Rapp. C. comptes, préc., p. 33.

7 –

(7) « Le capital ou la rente stipulés payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ou à ses héritiers ne font pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la date de sa désignation, est réputé y avoir eu seul droit à partir du jour du contrat, même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré ».

8 –

(8) « Le capital ou la rente payables au décès du contractant à un bénéficiaire déterminé ne sont soumis ni aux règles du rapport à succession, ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers du contractant. Ces règles ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par le contractant à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés ».

9 –

(9) La clause usuelle est celle désignant dans cet ordre le conjoint de l'assuré, à défaut ses enfants, à défaut ses autres héritiers. V. not. J. Aulagnier, « Peut-on continuer à faire du conjoint le bénéficiaire exclusif du contrat d'assurance-vie ? » : Dr. et patr. 2009, no 186.

10 –

(10) V. M. Leroy, Assurance-vie et gestion de patrimoine, Lextenso éditions, coll. Les intégrales 2011, spéc. no 169.

11 –

(11) V. J. Aulagnier, art. préc.

12 –

(12) V. not. : J. Aulagnier, « L'assurance-vie est-elle un contrat d'assurance ? » : Dr. et patr. déc. 1996, p. 44, spéc. p. 55-6 et les articles cités en notes 9 et 23.

13 –

(13) M. Iwanenko et M. Leroy, Clause bénéficiaire en assurance-vie, Francis Lefebvre, Coll. Dossiers pratiques, 2012, no 3350.

14 –

(14) V. par ex., Cass. 2e civ., 12 mai 2010, no 09-11256.

15 –

(15) M. Iwanenko et M. Leroy, Clause bénéficiaire en assurance-vie, préc.

16 –

(16) F. Sauvage, « Le cantonnement des libéralités » : Defrénois 15 mai 2010, p. 1027, no 9.

17 –

(17) C. civ., art. 1094-1, al. 1er : « Pour le cas où l'époux laisserait des enfants ou descendants, issus ou non du mariage, il pourra disposer en faveur de l'autre époux, soit de la propriété de ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, soit d'un quart de ses biens en propriété et des trois autres quarts en usufruit, soit encore de la totalité de ses biens en usufruit seulement. »

18 –

(18) Sur ces clauses, v. M. Iwanenko et M. Leroy, Clause bénéficiaire en assurance-vie, préc. ; V. également, J. Aulagnier, « La faculté de division du bénéfice d'un contrat d'assurance-vie ouverte par la volonté du stipulant » : BPAT Lefebvre, juin 2011, no 327.

19 –

(19) L. no 2006-728, 23 juin 2006 : JO 24 juin 2006, p. 9513 ; C. civ., art. 1094-1, al. 2 : « Sauf stipulation contraire du disposant, le conjoint survivant peut cantonner son émolument sur une partie des

biens dont il a été disposé en sa faveur. Cette limitation ne peut être considérée comme une libéralité faite aux autres successibles. »

20 –

(20) C. civ., art. 1002-1 : « Sauf volonté contraire du disposant, lorsque la succession a été acceptée par au moins un héritier désigné par la loi, le légataire peut cantonner son émolument sur une partie des biens dont il a été disposé en sa faveur. Ce cantonnement ne constitue pas une libéralité faite par le légataire aux autres successibles. »

21 –

(21) Dans l'hypothèse naturellement où le souscripteur a rédigé une clause bénéficiaire. L'effet est le même sur la faculté du conjoint, bénéficiaire d'une donation au dernier vivant, de choisir la quotité spéciale. Les développements relatifs à la validité d'une clause intégrant l'équivalent de la faculté de cantonnement sont transposables aux clauses optionnelles.

22 –

(22) Nous expliquons plus en détail dans un article à paraître dans la revue *Agefi Actifs* les raisons qui militent pour la validité de cette clause.

23 –

(23) Une telle stipulation peut s'inscrire ou non dans une clause optionnelle. Dans tous les cas, elle doit préciser évidemment le sort de la garantie si le conjoint ne cantonne pas ou n'exerce pas cette faculté dans le délai d'un mois suivant la réception des pièces.

24 –

(24) M. Iwanenko et M. Leroy, *Clause bénéficiaire en assurance-vie*, préc.